

Sur la proposition de Notre ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 51 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agrément des formations, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots 'aux articles 9, 3°, 10, 2°, 12, 2° et 3°, 13, 1°, 14, 1°, 15, 1°, 17, 2°, 18, 1°, 19, 2°, 21, 1°, 21bis, 1°, et 22, 1°' sont remplacés par les mots 'aux articles 9, 3°, 10, 2°, 12, 2° et 3°, 13, 1°, 14, 1°, 15, 1°, 17, 2°, 18, 1°, 19, 2°, 21, 1°, 21bis, 1° et 4°, et 22, 1°';

2° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 2. A l'article 52 du même arrêté, les mots 'et à l'examen au SPF Mobilité et Transports' sont supprimés.

Art. 3. A l'article 89, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

'Le SELOR transmet à l'administration et au centre de formation, pour les examens qu'il organise, et de la manière déterminée par l'administration, les données personnelles et les résultats des élèves inscrits, endéans les vingt-quatre heures après l'obtention des résultats d'examen.'

Art. 4. A l'article 97, 13°, les mots 'du SPF Mobilité et Transport' sont supprimés.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1 janvier 2015.

Art. 6. Notre ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. JAMBON

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 51 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden 'in de artikels 9, 3°, 10, 2°, 12, 2° en 3°, 13, 1°, 14, 1°, 15, 1°, 17, 2°, 18, 1°, 19, 2°, 21, 1°, 21bis, 1°, en 22, 1°' vervangen door de woorden 'in de artikels 9, 3°, 10, 2°, 12, 2° en 3°, 13, 1°, 14, 1°, 15, 1°, 17, 2°, 18, 1°, 19, 2°, 21, 1°, 21bis, 1° en 4°, en 22, 1°';

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 52 van hetzelfde besluit worden de woorden 'en het examen afgenomen door de FOD Mobilité en Vervoer' geschrapt.

Art. 3. In artikel 89 wordt het tweede lid als volgt vervangen :

'SELOR stelt, voor de door haar afgenomen examens, de administratie en de opleidingsinstelling in kennis van de door de administratie bepaalde persoonsgegevens en de resultaten van de ingeschreven cursisten, binnen de vierentwintig uren na het bekomen van de examen- en onderzoeksresultaten.'

Art. 4. In artikel 97, 13°, worden de woorden 'van de FOD Mobilité en Vervoer' geschrapt.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. JAMBON

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2015/03111]

16 MARS 2015. — Arrêté royal portant approbation du règlement du 27 janvier 2015 de la Banque nationale de Belgique relatif aux informations périodiques à fournir par les établissements de crédit et les entreprises d'assurance dans le cadre des prêts-citoyens thématiques

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 décembre 2013 portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyens thématiques, l'article 13;

Sur la proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Consommateurs, et du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement du 27 janvier 2015 de la Banque nationale de Belgique relatif aux informations périodiques à fournir par les établissements de crédit et les entreprises d'assurance dans le cadre des prêts-citoyens thématiques, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions, le ministre qui a les consommateurs dans ses attributions et le ministre qui a les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie
et des Consommateurs,
K. PEETERS
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C - 2015/03111]

16 MAART 2015. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het reglement van de Nationale Bank van België van 27 januari 2015 over de door de kredietinstellingen en de verzekeringsondernemingen periodiek te verstrekken informatie in het kader van de thematische volksleningen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake de thematische volksleningen, artikel 13;

Op de voordracht van de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Consumenten, en van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde reglement van de Nationale Bank van België van 27 januari 2015 over de door de kredietinstellingen en de verzekeringsondernemingen periodiek te verstrekken informatie in het kader van de thematische volksleningen wordt goedgekeurd.

Art. 2. De minister bevoegd voor Economie, de minister bevoegd voor consumenten en de minister bevoegd voor Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 maart 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Annexe à l'arrêté royal du 16 mars 2015 portant approbation du règlement du 27 janvier 2015 de la Banque nationale de Belgique relatif aux informations périodiques à fournir par les établissements de crédit et les entreprises d'assurance dans le cadre des prêts-citoyens thématiques

La Banque nationale de Belgique,

Vu la loi du 26 décembre 2013 portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyens thématiques, les articles 13 et 14;

Vu la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, l'article 12*bis*, § 2,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° "la loi" : la loi du 26 décembre 2013 portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyens thématiques ;

2° "l'arrêté" : l'arrêté royal du 28 février 2014 portant exécution de l'article 9, alinéa 1^{er} de la loi du 26 décembre 2013 portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyens thématiques fixant les projets éligibles pour le financement dans le cadre d'un prêt-citoyens thématique.

§ 2. Les définitions de l'article 2 de la loi sont également applicables pour l'application du présent règlement.

Art. 2. Le présent règlement s'applique aux établissements de crédit et aux entreprises d'assurance tels que définis par la loi.

Art. 3. Les établissements de crédit communiquent à la BNB un état périodique contenant les éléments suivants :

1° un tableau indiquant, à la date de clôture de l'exercice comptable, la somme jusqu'à cette date de l'ensemble des opérations réalisées par l'établissement dans le cadre de la loi, ventilée comme suit :

a) le montant total des moyens de financement collectés en vertu de l'article 4 de la loi, ainsi que la ventilation de ce montant en bons de caisse, dépôts à terme et prêts interbancaires ;

b) les revenus des placements effectués conformément à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 4 de la loi ;

c) le montant total des fonds affectés conformément aux articles 9 à 11 de la loi ainsi que la ventilation de ce montant en projets éligibles tels que définis par l'arrêté et en investissements tels que visés à l'article 11, § 1^{er} de la loi ; le montant total de projets éligibles sera ventilé en deux afin d'indiquer d'une part le montant total affecté sous forme de prêts et d'autre part le montant total affecté sous forme de lignes à la clientèle ;

d) les montants affectés en projets éligibles, ventilés par type de projet, en suivant la nomenclature prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté ;

e) les investissements réalisés conformément à l'article 11, § 1^{er} en les ventilant par types d'actifs suffisamment liquides et à faible risque tels que définis à l'article 2, 16° de la loi ;

f) les éventuels placements autres que ceux précités, réalisés avec les fonds collectés dans le cadre de la loi.

2° un tableau indiquant pour l'exercice comptable écoulé et pour l'exercice comptable précédent, la ventilation par mois calendrier, d'une part des montants collectés conformément à l'article 4 de la loi augmentés des revenus nets enregistrés (article 11 de la loi) et des prêts interbancaires reçus (l'article 6 de la loi) et d'autre part, des montants affectés en prêts éligibles tels que définis par l'arrêté, augmentés des prêts interbancaires consentis (article 6 de la loi).

Art. 4. Les entreprises d'assurance communiquent à la BNB un état périodique contenant les éléments suivants :

1° un tableau indiquant, à la date de clôture de l'exercice comptable, la somme jusqu'à cette date de l'ensemble des opérations réalisées par l'entreprise dans le cadre de la loi, ventilée comme suit :

a) le montant total des moyens de financement collectés en vertu de l'article 5 de la loi, sous forme de contrats d'assurance ;

b) les revenus des placements effectués conformément à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 4 de la loi ;

Bijlage bij het koninklijk besluit van 16 maart 2015 tot goedkeuring van het reglement van de Nationale Bank van België van 27 januari 2015 over de door de kredietinstellingen en de verzekeringsondernemingen periodiek te verstrekken informatie in het kader van de thematische volksleningen

De Nationale Bank van België,

Gelet op de wet van 26 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake de thematische volksleningen, de artikelen 13 en 14;

Gelet op de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, artikel 12*bis*, § 2,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1° "de wet" : de wet van 26 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake de thematische volksleningen ;

2° "het besluit" : het koninklijk besluit van 28 februari 2014 houdende uitvoering van artikel 9, eerste lid van de wet van 26 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake de thematische volksleningen tot vaststelling van de geschikte projecten voor financiering in het kader van een thematische volkslening.

§ 2. De definities van artikel 2 van de wet gelden eveneens voor de toepassing van dit reglement.

Art. 2. Dit reglement is van toepassing op de kredietinstellingen en de verzekeringsondernemingen als gedefinieerd in de wet.

Art. 3. De kredietinstellingen bezorgen aan de NBB een periodieke staat met de volgende elementen :

1° een tabel waarin de som wordt vermeld, op de datum van afsluiting van het boekjaar, van alle verrichtingen die de instelling tot op die datum in het kader van de wet heeft uitgevoerd, uitgesplitst als volgt :

a) het totaal bedrag van de krachtens artikel 4 van de wet ingezamelde financieringsmiddelen, evenals de uitsplitsing van dit bedrag in kasbons, termijndeposito's en interbankenleningen ;

b) de opbrengsten van de overeenkomstig artikel 11, § 1, vierde lid van de wet uitgevoerde beleggingen ;

c) het totaal bedrag van de overeenkomstig de artikelen 9 tot 11 van de wet aangewende middelen evenals de uitsplitsing van dit bedrag in geschikte projecten als gedefinieerd in het besluit en in beleggingen als bedoeld in artikel 11, § 1 van de wet ; het totaal bedrag van de geschikte projecten dient te worden uitgesplitst in enerzijds het totaal bedrag aangewend voor leningen en anderzijds het totaal bedrag aangewend voor kredietlijnen aan het cliënteel ;

d) de bedragen aangewend voor geschikte projecten, uitgesplitst per type van project, volgens de nomenclatuur van artikel 1 van het besluit ;

e) de overeenkomstig artikel 11, § 1 uitgevoerde beleggingen, uitgesplitst per type van voldoende liquide en weinig risicovolle activa als gedefinieerd in artikel 2, 16° van de wet ;

f) de eventuele andere beleggingen dan de voornoemde, die met de in het kader van de wet ingezamelde middelen zijn uitgevoerd.

2° een tabel waarin voor het afgelopen boekjaar en voor het voorgaande boekjaar de uitsplitsing per kalendermaand wordt vermeld, enerzijds van de overeenkomstig artikel 4 van de wet ingezamelde bedragen, vermeerderd met de geboekte netto-inkomsten (artikel 11 van de wet) en de ontvangen interbankenleningen (artikel 6 van de wet) en anderzijds van de bedragen aangewend voor geschikte leningen als gedefinieerd in het besluit, vermeerderd met de verstrekte interbankenleningen (artikel 6 van de wet).

Art. 4. De verzekeringsondernemingen bezorgen aan de NBB een periodieke staat met de volgende elementen :

1° een tabel waarin de som wordt vermeld, op de datum van afsluiting van het boekjaar, van alle verrichtingen die de onderneming tot op die datum in het kader van de wet heeft uitgevoerd, uitgesplitst als volgt :

a) het totaal bedrag van de krachtens artikel 5 van de wet door middel van verzekeringsovereenkomsten ingezamelde financieringsmiddelen ;

b) de opbrengsten van de overeenkomstig artikel 11, § 1, vierde lid van de wet uitgevoerde beleggingen ;

c) le montant total des fonds affectés conformément aux articles 9 à 11 de la loi ainsi que la ventilation de ce montant en projets éligibles tels que définis par l'arrêté et en investissements tels que visés à l'article 11, § 1^{er} de la loi ;

d) les montants affectés en projets éligibles, ventilés par type de projet, en suivant la nomenclature prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté ;

e) les investissements réalisés conformément à l'article 11, § 1^{er} en les ventilant par types d'actifs suffisamment liquides et à faible risque tels que définis à l'article 2, 16^o de la loi ;

f) les éventuels placements autres que ceux précités, réalisés avec les fonds collectés dans le cadre de la loi.

2^o un tableau indiquant pour l'exercice comptable écoulé et pour l'exercice comptable précédent, la ventilation par mois calendrier, d'une part des montants collectés conformément à l'article 5 de la loi augmentés des revenus nets enregistrés (article 11 de la loi) et d'autre part, des montants affectés en prêts éligibles tels que définis par l'arrêté.

Art. 5. § 1^{er}. Les états périodiques visés aux articles 3 et 4 seront établis à la date de clôture de l'exercice comptable statutaire, et communiqués annuellement à la BNB dans les 60 jours ouvrables qui suivent ladite date de clôture. Ces états seront communiqués à la BNB pour la première fois sur base de la situation arrêtée au 31 décembre 2015 (ou à toute autre première date de clôture suivant le 30 juin 2015).

§ 2. Par exception au § 1^{er}, les informations visées aux articles 3, 1^o et 4, 1^o seront communiquées à la BNB pour le 31 août 2015, sur base d'une situation arrêtée au 30 juin 2015.

Art. 6. La BNB peut, par voie de circulaire, définir le format des états périodiques visés aux articles 3 et 4, les modalités techniques de communication de ceux-ci ainsi que les instructions nécessaires à la mise en œuvre du présent règlement.

La BNB pourra également prescrire par circulaire la communication de totaux, reports et pourcentages automatisés des montants rapportés conformément aux articles 3 et 4. La BNB pourra également introduire, dans le format des tableaux, des tests automatiques permettant de vérifier le respect des articles 10 et 11 de la loi.

Art. 7. Le présent règlement entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal qui l'approuve.

Bruxelles, le 27 janvier 2015.

Le Gouverneur,
L. COENE

Vu pour être annexé à notre arrêté du 16 mars 2015 portant approbation du règlement de la Banque nationale de Belgique du 27 janvier 2015 relatif aux informations périodiques à fournir par les établissements de crédit et les entreprises d'assurance dans le cadre des prêts-citoyens thématiques.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie
et des Consommateurs,
K. PEETERS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

c) het totaal bedrag van de overeenkomstig de artikelen 9 tot 11 van de wet aangewende middelen evenals de uitsplitsing van dit bedrag in geschikte projecten als gedefinieerd in het besluit en in beleggingen als bedoeld in artikel 11, § 1 van de wet;

d) de bedragen aangewend voor geschikte projecten, uitgesplitst per type van project, volgens de nomenclatuur van artikel 1 van het besluit;

e) de overeenkomstig artikel 11, § 1 uitgevoerde beleggingen, uitgesplitst per type van voldoende liquide en weinig risicovolle activa als gedefinieerd in artikel 2, 16^o van de wet;

f) de eventuele andere beleggingen dan de vernoemde, die met de in het kader van de wet ingezamelde middelen zijn uitgevoerd.

2^o een tabel waarin voor het afgelopen boekjaar en voor het voorgaande boekjaar de uitsplitsing per kalendermaand wordt vermeld, enerzijds van de overeenkomstig artikel 5 van de wet ingezamelde bedragen, vermeerderd met de geboekte netto-inkomsten (artikel 11 van de wet) en anderzijds van de bedragen aangewend voor geschikte leningen als gedefinieerd in het besluit.

Art. 5. § 1. De in de artikelen 3 en 4 bedoelde periodieke staten dienen te worden opgesteld op de datum van afsluiting van het statutair boekjaar en moeten jaarlijks aan de NBB worden bezorgd binnen 60 werkdagen volgend op de genoemde datum van afsluiting. Deze staten dienen voor het eerst te worden meegedeeld aan de NBB op basis van de situatie op 31 december 2015 (of op iedere andere eerste afsluitingsdatum na 30 juni 2015).

§ 2. In afwijking van § 1 dienen de inlichtingen bedoeld in de artikelen 3, 1^o en 4, 1^o aan de NBB te worden meegedeeld tegen 31 augustus 2015, op basis van de situatie op 30 juni 2015.

Art. 6. De NBB kan via circulaire het formaat bepalen van de periodieke staten bedoeld in de artikelen 3 en 4, evenals de technische modaliteiten voor de mededeling ervan, en de nodige instructies vastleggen voor de tenuitvoerlegging van dit reglement.

De NBB kan via circulaire ook de mededeling opleggen van automatisch gegenereerde totalen, overdrachten en percentages van de overeenkomstig de artikelen 3 en 4 gerapporteerde bedragen. De NBB kan in het formaat van de tabellen ook automatische tests invoeren om na te gaan of de artikelen 10 en 11 van de wet zijn nageleefd.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit waarbij het wordt goedgekeurd.

Brussel, 27 januari 2015.

De Gouverneur,
L. COENE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 16 maart 2015 tot goedkeuring van het reglement van de Nationale Bank van België van 27 januari 2015 over de door de kredietinstellingen en de verzekeringsondernemingen periodiek te verstrekken informatie in het kader van de thematische volksleningen.

Gegeven te Brussel, 16 maart 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Consumenten,

K. PEETERS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[C - 2015/22080]

18 MARS 2015. — Arrêté royal modifiant la date d'entrée en vigueur de divers arrêtés royaux relatif aux spécialités pharmaceutiques

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 35octies, § 1^{er}, premier alinéa, inséré par la loi du 24 avril 2007, et § 2, cinquième et sixième alinéas, inséré par la loi du 10 décembre 2009, l'article 37, § 3/3, inséré par la loi du 17 février 2012 et l'article 72bis, § 1^{er}, 5^o, inséré par

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[C - 2015/22080]

18 MAART 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van de datum van inwerkingtreding van verschillende koninklijke besluiten betreffende farmaceutische specialiteiten

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 35octies, § 1, eerste lid, ingevoegd bij de wet van 24 april 2007 en § 2, vijfde en zesde lid, ingevoegd bij de wet van 10 december 2009, artikel 37, § 3/3, ingevoegd bij de wet van 17 februari 2012 en